

*Questions orales*

● (1415)

[Traduction]

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant):** Monsieur le Président, le très honorable chef de l'opposition essaie de présenter les réponses de l'ancien ministre sous un jour déformé. Il sait très bien que le jeudi précédant la semaine dernière l'ancien ministre a commencé à répondre aux questions, et qu'il a continué à le faire toute la semaine dernière, y compris à l'occasion de deux heures de séance d'un sous-comité. C'est à partir de là, et après y avoir réfléchi probablement pendant la fin de semaine, que l'ancien ministre en est arrivé à écrire au premier ministre ce qui est maintenant du domaine public.

## LA RESPONSABILITÉ DU PREMIER MINISTRE

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, c'est seulement quand le vice-premier ministre lui donnait de temps en temps le feu vert que l'ex-ministre a répondu aux questions. Ma question porte maintenant sur la responsabilité du vice-premier ministre, et ce qui est encore plus grave, sur la responsabilité du premier ministre. Serait-il prêt, ainsi que le premier ministre lorsqu'il reviendra au Canada, à nous dire depuis quand et dans quelle mesure ils étaient au courant de la situation de conflit d'intérêts de l'ancien ministre, et seraient-ils tous deux disposés à faire cette déclaration à la Chambre?

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant):** L'accusation que porte contre moi le très honorable représentant, à savoir que c'était seulement quand je lui donnais le feu vert que le ministre répondait, est parfaitement fausse. Il n'a qu'à vérifier soigneusement le compte-rendu pour s'en convaincre. Nous voyons depuis plus d'une semaine le très honorable représentant et ses collègues de l'opposition réclamer une enquête impartiale sur les faits. Ses remarques et les deux questions qu'il a posées aujourd'hui montrent bien que de toute évidence une telle enquête ne pourra pas être impartiale dans un tel climat.

## ON DEMANDE S'IL Y AVAIT CONFLIT D'INTÉRÊTS

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'Opposition):** Monsieur le Président, j'ai entendu une interjection dans les bancs du gouvernement qui trouvait son écho dans la déclaration de ce matin de l'ex-ministre. Le gouvernement ne reconnaît-il pas qu'il y avait conflit d'intérêts? Sinon, pourquoi cette démission?

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant):** La réponse est évidente, monsieur. Alors que le ministre avait répondu pendant deux semaines aux questions, ici et au comité, il semblait toujours y avoir une certaine confusion quant aux faits...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Nielsen:** ... pour présenter les choses au mieux. Maintenant encore, ils tournent en dérision la réponse du ministre...

**Des voix:** C'est vous...

**M. Nielsen:** ... qui a demandé dans sa lettre au premier ministre qu'une personne impartiale soit chargée d'enquêter sur les faits.

**M. Deans:** Je m'en chargerai.

**M. Nielsen:** C'est manifestement la façon correcte d'agir. Cette impartialité n'est manifestement pas le fait des accusations frénétiques de corruption portées par le très honorable chef de l'opposition ni de l'attitude des membres de son parti au comité.

**M. le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît.

\* \* \*

[Français]

## LES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

## LE PROJET DE VENTE DE LA CANADAIR—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre. J'aimerais savoir du vice-premier ministre si, maintenant qu'une enquête a été proposée, le gouvernement est prêt à arrêter la vente ou la considération de la vente de la Canadair afin de voir si le conflit d'intérêts du ministre a, de quelque manière, affecté l'intérêt public dans la vente de la Canadair dans le meilleur intérêt des Canadiens.

● (1420)

[Traduction]

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant):** Non, monsieur le Président. Comme l'ancien ministre et moi l'expliquons depuis plus d'une semaine maintenant, la question est actuellement entre les mains, non pas du gouvernement, mais du comité d'aliénation de la société elle-même...

**M. Orlikow:** Nommé par le ministre en question.

**M. Nielsen:** —qui fera lui-même rapport, qui lui-même reçoit ses directives d'un groupe de travail de la privatisation présidé par le président du Conseil du Trésor.

## LA VENTE DE LA SOCIÉTÉ DE HAVILLAND

**L'hon. Bob Kaplan (York-Centre):** Monsieur le Président, est-ce que la commission d'enquête qui doit être créée pour s'occuper de ce conflit d'intérêts va pouvoir examiner également la vente de de Havilland, voir pour quelle raison cette société a été vendue à un prix si dérisoire et s'il n'y a pas d'autres explications à cela?

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Erik Nielsen (premier ministre suppléant):** Monsieur le Président, l'ex-ministre, les députés des deux partis d'opposition et les médias ont demandé une enquête impartiale pour faire la vérité. C'est ce que nous allons avoir...